

## Le PCF et le PCI face à l'Europe

**Le 17 avril dernier, Georges Marchais effectuait, lors d'une prestation radiodiffusée, une extraordinaire volte-face à propos du projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel. Alors que depuis six mois le PCF menait campagne contre le projet giscardien, le qualifiant de « crime contre la France et son peuple » (dixit Kanapa, déclaration du 31 décembre 1976), son secrétaire général (après un large débat interne ?) renversait brusquement la vapeur.**

Lui qui avait déclaré : « sur cette question, nous ne céderons jamais, nous ne transigerons jamais » (8/1/77), admet maintenant qu'une transaction est possible avec Giscard : « on pourrait discuter », dit-il. En fait, le PCF vient de faire savoir qu'il acceptait le projet en échange de l'insertion, dans la loi électorale, d'un engagement contraignant les élus à ne pas dépasser le cadre du Traité de Rome. Le PCF s'adresse à Giscard : « promettez-nous, lui dit-il, de ne pas étendre les pouvoirs du Parlement européen aux dépens de l'indépendance nationale et nous voterons votre projet ».

tique de transition au socialisme en Europe du Sud, et notamment en France. La direction du PCF vient donc de prendre une décision contradictoire avec toute son analyse antérieure. Elle s'engage dans une bataille illusoire, un combat défensif pour obtenir des garanties formelles que Giscard, trop heureux de payer si peu cher une unanimité nationale recréée, lui abandonnera sans rien concéder sur le fond de son projet. Alors, il faut s'interroger : pourquoi ce retournement, qui désoriente tant de militants communistes et de sympathisants (notamment au Mouvement de la paix, qui avait entamé une ardente campagne contre le Parlement européen) ?



Enrico Berlinguer (à gauche) et Georges Marchais (à droite)

### Giscard : trop heureux

Or, ces garanties sont illusoires (cf article de G. Soulier dans *Le Monde*). Le PCF le sait. D'ailleurs il avait dénoncé, au préalable, l'escalade de la construction européenne. Dans des instances telles que le Mouvement de la paix, ses représentants avaient soutenu l'idée que le projet visait à terme à élargir la compétence du Parlement européen et que cela était la ruine de l'indépendance de notre pays. Et de rappeler que cela était voulu par le courant démocrate-chrétien (cf. le discours Lecanuët), autant que par la social-démocratie (cf. le discours Brandt), afin de bloquer toute expérience démocra-

### un certain marchandage

La première explication on la trouve dans la politique intérieure, et plus particulièrement dans la stratégie de l'union de la gauche. Le problème européen était un sujet de discordance avec le PS. En assouplissant sa position, le PCF sacrifie sur l'autel de l'unité ce qui était un « article de foi ». Bien sûr, il renforce ainsi la puissance du mouvement unitaire; il a obtenu d'ailleurs les satisfecit du PS (cf. Mauroy et Deferre, interview du 18/4) et des Radicaux de gauche (cf. Gennesseaux, interview du 18/4). Dans le cadre de la « réactualisation » du Programme commun, le PC a aussi visé un certain marchandage : en pratiquant « l'ouverture » sur ce point, il espère obtenir des concessions sur d'autres, notamment sur les nationalisations. Rappelons que le coup d'éclat de Georges Marchais a précédé de fort peu la conférence de presse de Charles Fitermann réclamant six nationalisations supplémentaires : cinq jours seulement ! Le PC porte une lourde responsabilité : celle d'avoir fait de l'Europe une question secondaire de pure tactique, et de l'avoir subordonnée à ce qui est pour lui primordial : l'entente avec le PS. L'Europe ? secondaire !

## Marchais : le voyage à Canossa

Mais au-delà de ces raisons purement internes il faut chercher les raisons profondes de ce revirement (signalé comme un « recul » et une « concession importante » par *La Pravda* du 22/4) dans l'approfondissement de l'adhésion du PCF aux thèses de l'eurocommunisme. Le PCI a eu le triomphe discret bien que, pour lui, il s'agisse d'un réel succès, si l'on veut bien se souvenir que lors du sommet des PC de l'Europe capitaliste, en janvier 74, il avait été le premier à prôner l'acceptation du projet européen. De même, le PCF, lors d'une rencontre avec Amendola et Pajetta, en novembre 75, avait fermement refusé d'adhérer à la thèse du PCI. Or, la position pro-européenne du PCI est un axe fondamental de l'eurocommunisme. La récente visite de Marchais à Berlinguer est un peu de ce point de vue le voyage à Canossa. On comprend souvent assez mal la position du PCI sur l'Europe. Elle est pourtant parfaitement cohérente avec sa stratégie de « compromis historique » à l'intérieur de son propre pays. Il nous faut ici expliquer en quoi le PCI a toujours été logique avec lui-même. Dès février 1973,

Enrico Berlinguer, dans son rapport au Comité central, développait les bases nouvelles de la « politique étrangère » du PCI : « Nous exigeons la pleine indépendance nationale de l'Italie dans le cadre d'une Europe pacifique, démocratique et indépendante, dans la perspective d'un abandon progressif des blocs militaires opposés en attendant leur suppression totale »(1). Pour le PCI, l'indépendance ne se forge pas contre l'Europe, mais dans son cadre. Une telle position a l'énorme avantage d'esquiver le débat principal, national, supranational, dans lequel le PCF a, un moment, versé. Cela étant, l'objectif du combat du PCI est clair : il s'agit de démocratiser l'Europe de la Communauté économique européenne en participant à son fonctionnement. La nature de classe des institutions européennes n'est pas posée, le rôle de caution démocratique aux intérêts impérialistes US et le leadership de la RFA ne sont pas ici en question. De même que l'illusion réformiste inspire la stratégie interne du « compromis historique » il dicte l'attitude positive vis-à-vis des institutions européennes. Cette pratique cohérente aboutit au rêve d'une Europe neutraliste — déjà ancien dans la

gauche européenne — (2), indépendante des blocs, et concourant à la consolidation de la coexistence pacifique. Ces mêmes thèses avaient déjà permis au PCI d'adopter une position conciliante vis-à-vis du Pacte atlantique.

## franchir le pas

Le PCF, en maintenant sa dénonciation de l'Europe, en voyant dans ses institutions les alibis de la lutte des classes à l'échelle internationale (pouvoir des trusts et des multinationales) n'avait pas une pratique cohérente avec son réformisme interne. Sa résistance à s'incliner devant les thèses du PCI peut certainement s'analyser en rapport avec sa tradition historique d'attachement aux valeurs nationales d'indépendance et de souveraineté. Il vient de franchir le pas et d'homogénéiser sa politique extérieure avec sa politique intérieure. Est-ce définitivement un anachronisme idéologique qui tombe ? Beaucoup le pensent. Le PCF va maintenant s'employer à rationaliser et à théoriser ce choix auprès de ses militants, assez désorientés par ce soudain retournement. Voici la gauche du Programme commun unie sur une vision réformiste de l'Europe. Seuls certains gaullistes purs et durs (et même pas le RPR en tant que parti majoritaire !) dénonceront l'Europe au nom d'une conception défensive de l'indépendance nationale. Il revient au PSU d'être clairement, aux yeux de tous, le seul parti d'opposition à l'Europe de la CEE, qui a choisi de se battre pour une autre Europe : celle des travailleurs

**Alain CHATAIGNIER ■**

(1) Cf. *Les communistes italiens et l'Europe*, brochure réalisée par le secrétariat du groupe communiste au Parlement européen.

(2) Cf. *Claude Bourdet, l'Europe truquée*, Paris, Seghers, 1977, 235p., 32F, dont *Tribune socialiste* (n° 737) a déjà parlé.